CONFÉRENCE POUR L'HARMONISATION DES LOIS AU CANADA

SECTION CIVILE

RAPPORT PROVISOIRE À LA CONFÉRENCE POUR L'HARMONISATION DES LOIS AU CANADA RE: LOI UNIFORME SUR LES STATISTIQUES DE L'ÉTAT CIVIL: 2014-2017

Nota : Les idées ou les conclusions énoncées dans le présent document, y compris tout libellé proposé pour une loi, tout commentaire et toute recommandation, pourraient ne pas avoir été adoptées par la Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada et ne pas refléter nécessairement les opinions de la Conférence et de ses délégués. Veuillez consulter les résolutions adoptées sur le sujet par la Conférence lors de son assemblée annuelle.

Toronto, Ontario
Août 2014

RAPPORT PROVISOIRE À LA CONFÉRENCE POUR L'HARMONISATION DES LOIS AU CANADA RE : LOI UNIFORME SUR LES STATISTIQUES DE L'ÉTAT CIVIL : 2014-2017

Introduction

[1] À l'assemblée de la Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada en 2013, Lynn Romeo a produit un résumé du nouveau projet d'une loi uniforme sur les statistiques de l'état civil. Le résumé expliqua que:

- Il y a eu plusieurs progrès sociaux et médicaux dans les dernières 25 années depuis la dernière révision de la loi uniforme sur les statistiques de l'état civil de 1987;
- Le Conseil de la statistique de l'état civil du Canada continue à être déterminé à supporter des changements législatifs qui auront comme résultat l'harmonisation des loi à ce sujet, et demeure bien disposé a collaborer avec l'ULCC;
- Plusieurs membres du Conseil de la statistique de l'état civil du Canada et du Groupe de travail du ULCC ont été identifiés;
- Une liste de questions a été préparée; et
- Un membre de l'ULCC a été choisi pour coprésidé le groupe de travail conjoint.

[2] Depuis le mois d'août 2013, des progrès significatifs ont été réalisés.

Organisation du projet

[3] Jim Emmerton copréside ce projet de l'ULCC. Trois groupes ont été conçus initialement :

- **Comité exécutif** – coprésidents : Lynn Romeo et Jim Emmerton, et participants : Josée Dubé (Nouveau Brunswick) et Michelle MacFarlane (Nouvelle-Écosse). Le Comité exécutif a dirigé le début du projet, et a décidé de se dissoudre.
- **Comité des statistiques de l'état civil (« Comité SEC »)** – coprésidents : Josée Dubé et Michelle MacFarlane, et participants : Jennifer Anawak (Territoires du Nord-Ouest), Ingrid Bloomfield (Colombie-Britannique), Valerie Gaston, (Statscan), Jenetta Day (Territoires du Nord-Ouest), Mona Bichai (Alberta), Linda Harlos (Manitoba), Alexandra Schmidt (Ontario), Ken Mullaly (Terre-Neuve-et-Labrador), Daphne Butt (Nouvelle-Écosse), Krista Dewey (Nouvelle-Écosse), et du BCLI, Jim Emmerton et Alexandre Blondin.

CONFÉRENCE POUR L'HARMONISATION DES LOIS AU CANADA

Ce comité se rencontre à chaque mois et fournit des conseils spécialisés sur les questions pertinentes du projet.

- **Groupe de travail de l'ULCC (« GTULCC »)** – président : Jim Emmerton, membres : Frédérique Sabourin (Québec), André Breton (Québec), Lonnie Stewardson (Alberta), Fiona Gow (Colombie-Britannique), Sherie Verhulst (Colombie-Britannique), Gail Mildren (Manitoba), Lynn Romeo (Manitoba), Clark Dalton, QC (Alberta) et du BCLI, Alexandre Blondin.

Ce comité se rencontre à chaque mois depuis décembre 2013 pour examiner les questions pertinentes du projet et développe des recommandations tentatives.

Plan de Projet et rencontres initiales

[4] Un Plan de Projet a été développé et approuvé, et des rencontres mensuelles ont été prévues pour examiner les sujets pertinents au projet.

Recherche, rédaction juridique, et financement

[5] Ce projet requière un montant considérable de recherche et rédaction juridique. BCLI a accepté de fournir ses services de recherche et rédaction juridique pour $15,000 annuellement.

[6] La province du Nouvelle-Écosse a généreusement fourni $4,000 de financement pour la période de janvier-mars 2014;

[7] La province du Manitoba a généreusement fourni $4,000 de financement pour l'année financière 2015; et

[8] Les activités de financement continuent.

[9] BCLI a développé un premier mémorandum au sujet des applications pour changer le sexe sur un certificat de naissance, et le Comité SEC et le GTULCC ont examiné des alternatives de réforme à ce sujet.

[10] Les discussions lors des réunions ont identifiées plusieurs thèmes :

- Il est évident que l'exigence que l'appliquant(e) aie obtenu(e) un opération pour changer leur sexe n'est plus appropriée;

**RAPPORT PROVISOIRE À LA CONFÉRENCE
POUR L'HARMONISATION DES LOIS AU CANADA RE :
LOI UNIFORME SUR LES STATISTIQUES DE L'ÉTAT CIVIL : 2014-2017**

- Choisir quelles désignations sont appropriées pour les certificats de naissance est une question importante et complexe, et qui fait face à plusieurs intérêts sociaux opposés; et
- Les juridictions provinciales et territoriales sont obligées de créer des nouvelles lois ou des politiques gouvernementales en réaction aux plusieurs poursuites judiciaires.

Évolution rapide

[11] Ce projet est dans la première phase de développement et est prévu à être complété dans trois ans. Pendant ce temps, les changement sociaux et médicaux au sujet des individus transgenre et les changements aux désignations de sexe continue à évoluer rapidement.

[12] Veuillez voir aussi le tableau ci-joint qui fournit un résumé des plusieurs changements depuis les derniers mois aux lois et politiques gouvernementales sur les statistiques de l'état civil à ce sujet.

[13] Alors qu'il est commun que lors d'un projet de l'ULCC, les lois s'adressant au sujet de réforme changent au fur et à mesure du projet, les comités feront face à plusieurs défis durant ce projet en particulier afin d'accomplir leur bût de développer une loi uniforme sur les statistiques de l'état civil.

Action directe

[14] En mai et juin 2014, Jim Emmerton a participé à une téléconférence de l'Association canadienne des commissions et conseil des droits de la personne (CASHRA) et la conférence annuelle de CASHRA afin d'offrir un résumé du projet de la loi uniforme sur les statistiques de l'état civil et d'obtenir des commentaires de la communauté des professionnels des droits de la personne.

Prochaines étapes

[15] Les besoins pour l'avenir du projet inclus :

- Le financement nécessaire pour supporter de la recherche et rédaction juridique additionnelle;
- Des mémorandums additionnels servant comme résumé des plusieurs questions posées par les comités, ainsi que des alternatives de réforme;

CONFÉRENCE POUR L'HARMONISATION DES LOIS AU CANADA

- La continuation des réunions des deux comités pour réviser la recherche et les alternatives de réforme, ainsi que pour formuler des recommandations qui seront acceptées par l'ULCC et inclus dans la nouvelle loi uniforme sur les statistiques de l'état civil; et

- Une mise-à-jour pour la réunion de l'ULCC en 2015.

[16] Au nom du Groupe de Travail de l'ULCC,

Jim Emmerton, Directeur exécutif
British Columbia Law Institute
Tel. 604 822 0145
Cell. 604 992 1744